

AFFAIRE DES 17 MARINS ALGÉRIENS OTAGES EN SOMALIE

Le gouvernement algérien «OUT»

Selon les familles des 17 marins algériens pris en otages au large de la Somalie, le ministère des Affaires étrangères algérien est, au même titre qu'elles, informé par l'affréteur jordanien sur l'évolution de la situation.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Reçues hier au siège du ministère des Affaires étrangères par le directeur du service consulaire, les familles des 17 marins algériens pris en otages au large de la Somalie depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours ont eu droit à une réponse qui a achevé le peu d'espoir qui leur restait encore.

«Le directeur du service consulaire, M. Amghar, nous a clairement dit que le ministère des Affaires étrangères est informé, au même titre que nous, par M. Mansouri, le DG de la compagnie IBC de l'affréteur jordanien, le seul habileté à négocier avec les pirates somaliens», diront les familles des otages, interrogées hier à la sortie du ministère des AE.

Or, comme M. Mansouri, le DG de International Bulk Carriers (IBC) est actuellement en congé, les 17 marins algériens otages des pirates somaliens dans des conditions invivables, et ce, depuis sept mois, vont galérer encore longtemps et leurs familles n'ont ainsi qu'à prendre leur mal en patience.

En effet, mardi et après avoir été reçues par l'ambassadeur jordanien en Algérie, les familles en question se sont dirigées vers le bâtiment de la compagnie IBC, sis à Hydra (Alger).

L'immeuble étant vide — tout le monde était en congé —, elles ont attendu pendant des heures dans la salle de réunions de la compagnie avant de repartir bredouilles. «Nous allons nous adresser aux instances internationales».



Les otages vivent dans des conditions déplorables.

Désespérés les familles des 17 marins algériens otages en Somalie n'ont plus qu'une seule

issue qui se profile à l'horizon, s'adresser aux instances internationales pour venir au secours de

leurs enfants qui risquent de passer le Ramadan dans des conditions déplorables.

«L'Algérie comme la Jordanie s'opposent au paiement des rançons, conformément à la résolution 1904 adoptée par l'ONU en 2009. Notre ministère des Affaires étrangères ainsi que celui des Transports assistent en spectateur aux supposées négociations entre l'affréteur jordanien et les pirates somaliens pendant que nos enfants galèrent et nous, nous sommes désespérées. Nous avons l'impression d'être lâchées, abandonnées par les autorités dans notre périple et celui de nos enfants. Il nous reste une seule solution, à savoir s'adresser aux instances étrangères pour venir à notre secours», diront, les larmes aux yeux, pour les unes, la rage au cœur pour les autres, les familles des 17 marins algériens qui sont depuis sept mois entre les mains des ravisseurs somaliens.

M. M.

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

70 000 nouveaux bacheliers voulaient faire médecine

Les chiffres laissent perplexes : près de 70 000 nouveaux bacheliers (69 314 exactement, presque le tiers) se sont portés candidats pour les sciences médicales. Un effort de la part des établissements universitaires est ainsi nécessaire dans le futur pour promouvoir leurs offres de formation et convaincre les bacheliers des débouchés possibles que permettent telle ou telle spécialité.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «C'est culturel. Il faut expliquer aux gens et les sensibiliser que d'autres spécialités sont indispensables pour notre économie et offrent des débouchés sûrs aussi», a déclaré le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique lors de la conférence de presse tenue hier à l'Ecole supérieure d'informatique, sise à Oued Semmar, Alger, justement pour communiquer les résultats de l'opération d'orientation des nouveaux bacheliers.

Seulement 7 411 (un peu plus d'un dixième des lauréats du bac 2011) ont été retenus par le système d'orientation dans les trois filières des sciences médicales, à savoir la médecine, la pharmacie et la chirurgie dentaire.

Manque de places pédagogiques oblige, ces nouveaux bacheliers ont été choisis sur la base d'un classement dont le dernier admis en sciences médicales a décroché un bac avec mention bien et une moyenne de 15, 45. C'est que non seulement c'est «culturel» mais la concurrence pour des filières comme la médecine (le dernier admis ayant obtenu un 15, 64) et la pharmacie (15,73) et autres formations à recrutement national comme les classes préparatoires intégrées en informatique (le dernier admis a obtenu un 16,13) devient de plus en plus rude. Et avoir son bac avec mention très bien ne suffit plus pour accéder à certains pôles d'excellence.



«Rares sont les étudiants qui ont un projet personnel déterminant leurs choix de spécialité à l'université.»

lence. En tout cas, se félicite le ministre, «le mode d'inscription en ligne et le traitement informatique des vœux a permis d'assurer une place pédagogique à tous les nouveaux bacheliers ayant exprimé leur vœu et ainsi de satisfaire 94,5 % dans l'un de leurs dix choix de, 82,73 dans l'un de leurs cinq premiers choix et près de la moitié, 48,33 % dans leur premier choix».

L'orientation se fait, rappelons-le, sur la base du «vœu exprimé par le bachelier, la nature du bac des résultats obtenus et des capacités d'accueil et d'encadrement des établissements».

Il convient également de préciser que le nombre total des nouveaux bacheliers est de 240 95 237 953, soit 98,75 %, ont rempli leurs fiches de vœux. Le reste des bacheliers représente «ceux ayant choisi une formation supérieure hors secteur et ceux ayant repassé le bac espérant améliorer leurs résultats en vue d'opter pour une autre filière où l'on exige une moyenne forte». Les nouveaux bacheliers ont été répartis sur les établissements universitaires comme suit : 102 273 à travers les universités de l'Est, 85 311 au Centre et 50 369 à l'Ouest. La région Est étant la plus peuplée et disposant du plus grand nombre d'universités.

Engouement pour les classes de «prépa»

Les résultats de l'opération d'orientation renseignent, par

ailleurs, sur l'engouement des nouveaux bacheliers pour les formations d'excellence. Le nombre de candidats pour les classes préparatoires (en sciences et technique, les classes préparatoires intégrées et les classes préparatoires en sciences économiques commerciales et de gestion), classes donnant accès aux écoles supérieures d'ingénieur et aux éta-

blissements d'excellence, est parlant. Ainsi, malgré la nouveauté de ces classes dans le système d'enseignement supérieur, plus de 70 000 bacheliers (70 285) ont exprimé le vœu de s'inscrire dans une classe «prépa».

«Excellence» de la formation oblige, le système a limité l'admission à ces classes à hauteur de 3 334 bacheliers, plutôt un cinquième des candidats seulement ont pu décrocher une place.

La barre a été placée haut sachant que le dernier admis dans les classes préparatoires en sciences et technique, à titre d'exemple, est titulaire d'un bac avec 14 de moyenne. Ceci pour les bacheliers en maths et maths techniques, priorisés dans le classement. Puisque ceux issus des classes des sciences expérimentales ont vu leurs chances amenuisées à 14, 84.

Bref, si la tendance n'a pas beaucoup évolué et les vieux référents culturels des Algériens his-

sant le médecin à un rang élevé dans la société continuent de conditionner le choix des nouveaux bacheliers, l'Université algérienne doit s'intégrer à son environnement économique et faire des efforts marketing pour «vendre» ses offres de formation. Chose plutôt anachronique dans un pays qui vit essentiellement de son sous-sol.

Pour l'année universitaire 2009-2010 à titre d'exemple, aucun bachelier à Constantine ne s'est inscrit de son propre gré en géologie, filière pourtant pourvoyeuse de formations dans le domaine des hydrocarbures et autres gisements miniers.

«Rares sont les étudiants qui ont un projet personnel déterminant leurs choix de spécialité à l'université», analysait à l'époque le vice-recteur chargé de la pédagogie à l'Université de Constantine. A bon entendeur...

L. H.

ELLE DÉPLORE LA GESTION «OPAQUE» DE SON DÉPARTEMENT

La CCFC avertit le ministre des Finances

La Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) avertit, «met en garde», le ministre des Finances dont elle déplore la gestion «opaque».

La CCFC, dont le secrétariat exécutif national s'est réuni le 24 juillet dernier en session ordinaire, déplore la gestion «opaque» du «ministère de la grande dépense» et ses «fonctionnaires sans âme, acquis aux laboratoires, préférant leurs intérêts et ceux de leurs sponsors (clans)» qui, «au lieu d'avoir une politique financière basée sur l'entreprise, la richesse et la relance de l'économie nationale, s'entêtent à défendre l'échec».

Voire «les cadres honnêtes payent les erreurs des politiques par vengeance, par rapport à leur neutralité, (et) sont livrés à la vindicte populaire, comme étant des criminels, des anti-Algériens».

En outre, l'on évoque «le problème du commandement (qui) se pose avec acuité au ministère de la grande dépense, aucune politique de formation, les promotions se font en fonction d'allégeances, pas de compétence, les cadres sont livrés à eux-

mêmes, bloqués dans leur carrière et leur grade, livrés à l'injustice...».

«Ne pouvant rester indifférente à la liquidation du secteur», la CCFC «met en garde le responsable du secteur à assumer ses responsabilités, ouvrir le dialogue dans les plus brefs délais». «Faute de quoi, nous nous réservons le droit d'alerter les autorités nationales, l'opinion publique, les ligues des droits de l'homme et la presse», ajoute la CCFC.

Par ailleurs, la CCFC «aurait souhaité qu'un large débat public contradictoire soit organisé sur les réformes, permettant une libre expression et pouvant déboucher sur une conférence nationale, présidée par une commission autonome, pour aboutir à la rédaction d'une nouvelle Constitution porteuse d'espoir».

Néanmoins, la Confédération compte organiser un forum sur l'économie, à la rentrée sociale, avec les syndicats autonomes et les experts. En outre, le troisième congrès de la CCFC sera organisé en 2012, la date devant être décidée par le conseil national.

C. B.